



## Au moins 25 millions de nuitées<sup>1</sup> : le secteur touristique en passe d'être dupé par le Gouvernement ?!

L'ordonnance du 15 avril 2020 sur le retrait de jours de congé et de récupération du temps de travail (RTT) aux agents publics suscite colère et incompréhension.



### Colère des agents publics tout d'abord...

En effet, ces personnels salariés, à l'instar de leurs homologues du secteur privé, ne sont pas responsables de la crise de la Covid-19.

Ils ne sont pas responsables de la pénurie du nombre de lits de réanimation, ni de l'absence de masques, respirateurs et tests. Pour rappel, ces pénuries sont la résultante d'orientations politiques structurelles :

- D'abord d'une austérité budgétaire appliquée au secteur de la Santé publique depuis le début des années 2000.
- Ensuite d'une promotion du laxisme commercial (renommé « libre-échange ») aboutissant à une désindustrialisation et une délocalisation de la production des biens, y compris vitaux.

Ces personnels n'ont donc pas à payer l'addition du confinement.

Un confinement décidé politiquement et sans nulle doute une mesure du « pauvre », faute d'alternative immédiate. Une mesure archaïque (médiévale), unique solution disponible en urgence pour un gouvernement à la tête d'un État rendu impuissant depuis plusieurs décennies...



### ... et incompréhension envers un secteur touristique déjà durement touché, voire à présent trahi !

En effet, si par devant, le gouvernement annonce son soutien – verbal – au secteur touristique, sa traduction en actes semble plutôt relever du double discours !

Certes les terrasses des bars, cafés et restaurants peuvent ouvrir depuis le 2 juin en veillant au respect des distanciations, ce qui contribue plutôt à réhumaniser le cœur des centres-villes...

... Sauf que demain (donc cet été !), les jours de congés volés récupérés sur le dos des salariés publics constitueront un « manque à gagner » évident pour tous les lieux de détente et territoires touristiques !

Moins de jours disponibles signifient mathématiquement moins de consommation pour ce secteur, poids lourd d'une économie française pourtant déjà bien étrillée par la crise sanitaire.

D'autant plus que le coefficient « multiplicateur touristique » se situe autour de 1,5<sup>2</sup>. Est-il besoin de préciser qu'en procédant de la sorte le Gouvernement entrave une reprise économique, qu'il prétend par ailleurs vouloir favoriser ?

Cerise sur le gâteau, les agents ne connaîtront le nombre de jours de congés qui leurs seront volés soustraits, au mieux qu'en juillet : ce qui achève de compromettre jusqu'à la planification des congés estivaux qui resteraient... !



### Pour conclure : les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient !

Les politiques gouvernementales ultra-libérales passées sont les responsables des aléas dans la gestion de la crise de la Covid-19, c'est entendu.

Mais le gouvernement, s'il persévère dans ses errements, sera en plus responsable de l'aggravation de la crise économique (et donc sociale). Nous laissons tous les citoyens, que sont les fonctionnaires et l'ensemble des professionnels du secteur du tourisme, seuls juges des conséquences de cette aberration.

Paris, le vendredi 12 juin 2020

1 2,5 millions de fonctionnaires d'État multipliés par 10 (5 jours de congés + 5 jours de RTT).

2 Cf notamment le rapport d'étude *La mesure de l'impact économique d'un événement touristique* (pages 145-146) : [https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions\\_services/etudes-et-statistiques/etudes/tourisme/mesure-impact-economique-evenement-touristique.pdf](https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/etudes/tourisme/mesure-impact-economique-evenement-touristique.pdf)

